

N°97

DÉCEMBRE 2023
JANVIER 2024

www.village-justice.com

Le Journal du Management

juridique et réglementaire d'entreprises



ÉTHIQUE ET
COMPLIANCE

CONTRACT
MANAGEMENT

DPO - RGPD

RECOUVREMENT



De plus, l'intervention humaine reste indispensable pour attester un certain nombre de fraudes : « des opérations locales, explique M^e Emeric Desnoix, sont organisées par des compagnies d'assurance, où elles envoient des enquêteurs vérifier une typologie de sinistres sur un département, par exemple pour les bris de glace pour les véhicules. Elles constatent alors que près de 85 % des factures sont falsifiées sur certains secteurs ». La présence humaine est également essentielle pour travailler sur l'imputabilité et la suite donnée aux dossiers de fraude. Comme le souligne Jean-Paul Gagnon, « si vous avez détecté un magnifique dossier de fraude, mais que vous ne pouvez pas l'imputer à quelqu'un qui soit formellement identifié, le dossier finira classé sans suite parce que ce sera une plainte contre X. Et une plainte contre X, si elle a un intérêt pour justifier un dédommagement, n'en a aucun en pénal ».

Jordan Belgrave

Benjamin FARAGGI PDG de Kagesécur :

« Le "content credential" est une réponse opérationnelle à la gestion des fichiers numériques. Ce manifeste établit en toute sécurité l'identité du créateur et du détenteur des droits d'auteur, ainsi que d'autres détails du document (doc ; image, photo etc.). Toute modification future sera également ajoutée au manifeste.

La possibilité d'authentifier la provenance permet non seulement de reconnaître le mérite de son créateur, mais aussi d'éviter qu'elle ne soit utilisée à mauvais escient pour diffuser des informations erronées, en offrant plus de transparence au consommateur. »

Emmanuel Poidevin, Directeur de e-Attestations.com : « Le document est un instantané dans le cycle de l'information »

Quels sont les changements intervenus dans la protection contre la fraude documentaire ?

Face à la complexité et à l'intensité de la fraude, il n'est plus possible pour les entreprises d'en rester à l'échantillonnage. Alors que, auparavant, les donneurs d'ordre demandaient des Kbis qui pouvaient être obsolètes une heure après leur réception, les logiciels permettent désormais des vérifications actualisées régulièrement sur l'ensemble des entités suivies, sur l'ensemble des processus et sur l'ensemble des documents.

Quand nous référençons un fournisseur pour un de nos clients, nous allons d'abord vérifier que l'entité existe bien, autoriser et identifier la personne, puis lui demander ses coordonnées bancaires, mais en les faisant passer par un canal sécurisé, notre plateforme, qui est gratuite pour les fournisseurs. L'IBAN va ensuite être analysé de plusieurs manières afin de garantir une authentification totale et une piste d'audit fiable. Tout d'abord, un contrôle de surface qui vérifie la structure d'un IBAN, puis une requête va partir avec cet IBAN auprès d'une grande base de données pour vérifier l'établissement teneur du compte, son adresse, le pays. Si la banque est à l'étranger, un processus peut se déclencher au cas où, par exemple, le pays est soumis à sanctions.

En passant de la simple conformité à la gestion des risques, les technologies disponibles permettent de sortir d'une vision uniquement juridique de la conformité et d'entrer dans une gestion des risques où le plus important est de disposer d'une information fiable et à jour.



Comment intervient l'IA dans vos processus ?

Une chose importante est que les différentes technologies d'IA que nous utilisons (LLM) ne sont pas génératives et sont hébergées et traitées en France. Elles ont uniquement vocation à analyser les documents pour repérer des incohérences dans le nom, dans les données, dans les polices de texte. Prenons, par exemple, une police d'assurance. L'IA permet de déterminer instantanément le nom de l'assureur, le nom de l'assuré, la date de validité, le tableau des garanties et le montant des garanties. Ces éléments sont décisifs dans les processus de décision de l'évaluation d'un fournisseur, pour déterminer non seulement s'il est bien assuré, mais surtout s'il est bien couvert sur le sujet où on l'attend et à la hauteur du montant requis. Pour de telles tâches réalisées sur de grands volumes de données, la quantité de travail requise en équivalents temps plein humains serait inabordable.



27, avenue Carnot - 91300 Massy, France
+33 (0) 1 58 06 00 10
www.e-attestations.com